



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
LIMITÉE

E/CN.4/2004/L.11/Add.2  
16 avril 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Soixantième session  
Point 21 b) de l'ordre du jour

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
SUR LES TRAVAUX DE SA SOIXANTIÈME SESSION**

**Projet de rapport de la Commission**

**Rapporteur: M. Mike OMOTOSHO (Nigéria)**

**TABLE DES MATIÈRES\***

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
II. Résolutions et décisions adoptées par la Commission à sa soixantième session .....	
A. <i>Résolutions</i>	
2004/8. Les droits de l'homme dans le Golan syrien occupé .....	
2004/9. Colonies israéliennes dans les territoires arabes occupés .....	

\* Le document E/CN.4/2004/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/2004/L.11 et ses additifs.

**TABLE DES MATIÈRES (*suite*)**

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
II. A. ( <i>suite</i> )	
2004/10. Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine .....	
2004/11. Situation des droits de l'homme à Cuba .....	
2004/12. Situation des droits de l'homme au Turkménistan .....	
2004/13. Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée .....	
2004/14. Situation des droits de l'homme au Bélarus .....	
2004/15. Coopération avec les représentants d'organes de défense des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies.....	

**2004/8. Les droits de l'homme dans le Golan syrien occupé**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Profondément préoccupée* par les souffrances des citoyens syriens du Golan syrien occupé, causées par la violation de leurs droits fondamentaux et de leurs droits de l'homme depuis l'occupation militaire israélienne de 1967,

*Rappelant* la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité, en date du 17 décembre 1981,

*Rappelant également* toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, dont la dernière, la résolution 58/23 du 3 décembre 2003, dans laquelle l'Assemblée a déclaré qu'Israël ne s'était toujours pas conformé à la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité et a exigé qu'Israël se retire de tout le Golan syrien occupé,

*Réaffirmant de nouveau* l'illégalité de la décision prise par Israël, le 14 décembre 1981, d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé, qui a abouti à l'annexion de fait de ce territoire,

*Réaffirmant* le principe selon lequel l'acquisition de territoires par la force est inadmissible au regard de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international,

*Prenant acte avec une profonde préoccupation* du rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (A/58/311), présenté le 22 août 2003, déplorant, à cet égard, le peuplement par Israël des territoires arabes occupés et regrettant son refus constant de coopérer avec le Comité spécial et de le recevoir,

*S'inspirant* des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies, du droit international et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et réaffirmant l'applicabilité au Golan syrien occupé de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, et des dispositions pertinentes des Conventions de La Haye de 1899 et 1907,

*Réaffirmant* l'importance du processus de paix qui a été engagé à Madrid sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, en date des 22 novembre 1967 et 22 octobre 1973, et du principe «terre contre paix», et exprimant sa préoccupation face à l'arrêt du processus de paix au Moyen-Orient et son espoir que les pourparlers de paix reprendront sur la base de la mise en œuvre sans réserve des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil, en vue de l'instauration d'une paix juste et globale dans la région,

*Réaffirmant également* ses résolutions précédentes relatives à cette question, dont la plus récente est la résolution 2003/5 du 15 avril 2003,

1. *Engage* Israël, puissance occupante, à respecter les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 497 (1981) en date du 17 décembre 1981 par laquelle le Conseil a notamment décidé que la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé était nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international, et a exigé qu'Israël rapporte sans délai sa décision;

2. *Engage également* Israël à renoncer à modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle et le statut juridique du Golan syrien occupé, et souligne que les personnes déplacées de la population du Golan syrien occupé doivent pouvoir rentrer chez elles et recouvrer leurs biens;

3. *Engage en outre* Israël à renoncer à imposer la citoyenneté israélienne et le port de cartes d'identité israéliennes aux citoyens syriens du Golan syrien occupé, et à renoncer aux mesures répressives qu'il prend à leur encontre, et à toutes les autres pratiques exposées dans le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés;

4. *Considère* que toutes les mesures et décisions législatives et administratives qui ont été prises ou seront prises par Israël, puissance occupante, pour modifier le caractère et le statut juridique du Golan syrien occupé sont nulles et non avenues, constituent une violation flagrante du droit international et de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949, et n'ont aucun effet juridique;

5. *Engage une fois de plus* les États Membres à ne reconnaître aucune des mesures et décisions législatives ou administratives susmentionnées;

6. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les gouvernements, des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales régionales et des organisations humanitaires internationales et d'en assurer la plus large diffusion possible, ainsi que de lui faire rapport à sa soixante et unième session;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante et unième session, en lui attribuant un rang de priorité élevé, le point intitulé «Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine».

*49<sup>e</sup> séance  
15 avril 2004*

[Adoptée par 31 voix contre une, avec 21 abstentions, à la suite d'un vote enregistré.  
Voir chap. VIII.]

#### **2004/9. Colonies israéliennes dans les territoires arabes occupés**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Réaffirmant* que tous les États ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés par la Charte des Nations Unies et énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'autres instruments pertinents,

*Considérant* qu'Israël est partie à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, qui est applicable *de jure* aux territoires palestiniens et à tous les territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, et rappelant la déclaration adoptée à la Conférence des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève, tenue à Genève le 5 décembre 2001,

*Rappelant* ses résolutions antérieures, dont la plus récente est la résolution 2003/7 du 15 avril 2003, et prenant note de la résolution 58/98 de l'Assemblée générale, en date

du 9 décembre 2003, dans lesquelles, notamment, le caractère illégal des colonies israéliennes dans les territoires occupés a été réaffirmé,

*Accueillant avec satisfaction* la présentation aux parties par le Quatuor de la Feuille de route pour une solution permanente du conflit israélo-palestinien par la création de deux États, notant la demande de blocage des activités d'implantation de colonies de peuplement et prenant note des propositions concernant un retrait israélien de la bande de Gaza, ce qui représenterait un progrès important dans l'application de la Feuille de route, à condition que ce retrait s'inscrive dans le cadre de la Feuille de route, qu'il constitue un premier pas vers une solution impliquant la création de deux États, qu'il n'entraîne pas un transfert des activités d'implantation de colonies vers la Cisjordanie, qu'il y ait un transfert organisé et négocié de responsabilités à l'Autorité palestinienne et qu'Israël facilite la réhabilitation et la reconstruction de Gaza,

*Gravement préoccupée* par les violations générales des droits de l'homme et du droit international humanitaire, qui résultent de l'occupation du territoire palestinien occupé,

*Préoccupée en particulier* par le fait que le tracé prévu pour la construction de la barrière dite de sécurité par Israël, puissance occupante, dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem-Est et alentour, pourrait préjuger des négociations futures et rendre la solution prévoyant deux États matériellement impossible à appliquer et entraîner une aggravation de la situation humanitaire et économique difficile des Palestiniens,

*Exprimant son inquiétude* face au refus du Gouvernement israélien de collaborer pleinement avec les mécanismes pertinents des Nations Unies, en particulier le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967,

*Exprimant également son inquiétude* face à la poursuite des activités de colonisation israéliennes, qui empêchent la réalisation de la solution des deux États pour le règlement du conflit et menacent donc la sécurité à long terme des Palestiniens aussi bien que des Israéliens,

*Exprimant en outre son inquiétude* face aux menaces que la présence des colonies dans les territoires occupés fait peser en matière de sécurité, ainsi que le déclare le rapport de la Commission d'établissement des faits de Charm el-Cheikh (rapport Mitchell),

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 (E/CN.4/2004/6 et Add.1) et demande au Gouvernement israélien de coopérer avec le Rapporteur spécial afin de lui permettre de s'acquitter pleinement de son mandat;

2. *Se déclare profondément préoccupée:*

a) Par la poursuite, avec une intensité accrue, du conflit israélo-palestinien, qui a conduit à une spirale apparemment sans fin de haine et de violence ainsi qu'à une aggravation des souffrances tant des Israéliens que des Palestiniens;

b) Par la poursuite des activités de colonisation israéliennes illégales dans les territoires occupés et les activités connexes, telles que l'expansion des colonies de peuplement, l'expropriation de terres, la démolition d'habitations, la confiscation et la destruction de biens, l'expulsion de Palestiniens et la construction de routes de contournement, qui modifient le caractère physique et la composition démographique des territoires occupés, y compris Jérusalem-Est, et constituent une violation de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, les implantations étant un obstacle majeur à la paix et à la création d'un État palestinien indépendant, viable, souverain et démocratique en conformité avec la résolution 1397 (2002) du Conseil de sécurité en date du 12 mars 2002;

c) Par tous les actes de violence, qu'elle condamne fermement, notamment les attaques terroristes aveugles tuant et blessant des civils et les actes de provocation, d'incitation et de destruction et prie instamment l'Autorité palestinienne de faire la preuve de sa détermination à lutter contre le terrorisme et la violence extrémiste;

d) Par les pertes humaines qui restent nombreuses des deux côtés, en particulier parmi les civils et, tout en reconnaissant le droit d'Israël de se défendre face aux attaques terroristes commises contre ses ressortissants, engage le Gouvernement israélien à faire tout ce qui est en son pouvoir pour éviter qu'il y ait des victimes civiles et mettre un terme aux exécutions extrajudiciaires, qui sont contraires au droit international;

e) Par la poursuite du bouclage des territoires palestiniens et de parties de ces territoires ainsi que par les restrictions à la liberté de déplacement des Palestiniens, en particulier les couvre-feux généralisés imposés pour de longues périodes aux villes de Cisjordanie, qui, s'ajoutant à d'autres facteurs, contribuent au niveau intolérable de violence régnant dans la zone depuis plus de trois ans, sont la cause de l'extrême précarité de la situation humanitaire de la population civile et ont un effet négatif sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dans les territoires palestiniens occupés, en particulier pour les groupes les plus vulnérables de la population;

f) Par la poursuite de la construction de la barrière dite de sécurité dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem-Est et alentour;

g) Par le tracé prévu pour la barrière dite de sécurité en Cisjordanie occupée, qui s'écarte de la ligne d'armistice de 1949, ce qui pourrait préjuger des négociations futures et rendre la solution prévoyant deux États matériellement impossible à appliquer, ainsi que par la création d'une zone fermée entre la barrière dite de sécurité et la ligne d'armistice et l'aggravation de la situation humanitaire et économique des Palestiniens qui en résulterait, des milliers de personnes ne pouvant accéder aux services essentiels, à la terre et aux ressources en eau;

3. *Prie instamment* le Gouvernement israélien:

a) De respecter intégralement les résolutions antérieures de la Commission sur la question, dont la plus récente est la résolution 2003/7 du 15 avril 2003;

b) De renoncer à sa politique d'implantation dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est, et, à titre de premier pas sur la voie de leur démantèlement, de mettre immédiatement un terme à l'expansion des colonies existantes, y compris à leur «croissance naturelle», et aux activités connexes;

c) D'empêcher toute nouvelle installation de colons dans les territoires occupés;

d) De mettre en œuvre les recommandations relatives aux colonies formulées par l'ancienne Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme dans le rapport



sur sa visite dans les territoires palestiniens occupés, en Israël, en Égypte et en Jordanie, qu'elle a présenté à la Commission à sa cinquante-septième session (E/CN.4/2001/114);

e) De prendre et d'appliquer des mesures sérieuses, notamment de confisquer les armes et de prononcer des sanctions pénales, dans le but d'empêcher les colons israéliens de perpétrer des actes de violence illégaux, ainsi que d'autres mesures visant à garantir la sécurité et la protection des civils palestiniens dans les territoires occupés;

4. *Exige* qu'Israël arrête la construction de la barrière dite de sécurité dans le territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est et alentour, qui s'écarte de la ligne d'armistice de 1949 et est en contravention des dispositions pertinentes du droit international, et revienne sur ce projet;

5. *Prie instamment* les parties d'appliquer immédiatement et pleinement, sans modification, la Feuille de route approuvée par le Conseil de sécurité en vue d'une reprise des négociations relatives à un règlement politique, et ce, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et à d'autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, aux principes de la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient, tenue à Madrid le 30 octobre 1991, aux Accords d'Oslo et aux accords subséquents, qui permettront à deux États, Israël et la Palestine, de vivre en paix et en sécurité et de jouer pleinement leur rôle dans la région;

6. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa soixante et unième session.

49<sup>e</sup> séance  
15 avril 2004

[Adoptée par 27 voix contre 2, avec 24 abstentions, à la suite d'un vote enregistré.  
Voir chap. VIII.]

**2004/10. Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine**

*La Commission des droits de l'homme,*

*S'inspirant* des buts et principes de la Charte des Nations Unies ainsi que des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

*Rappelant* les résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967) du 22 novembre 1967, 338 (1973) du 22 octobre 1973, 1397 (2002) du 12 mars 2002, 1402 (2002) du 30 mars 2002 et 1403 (2002) du 4 avril 2002, qui demandaient la promulgation immédiate d'un véritable cessez-le-feu par les deux parties, le retrait des troupes israéliennes et la cessation immédiate de tous les actes de violence, y compris tous les actes de terreur, et de toutes provocations, incitations et destructions,

*S'inspirant* des dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

*Prenant en considération* les dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, les dispositions du Protocole additionnel I de 1977 s'y rapportant ainsi que les dispositions de la Convention IV de La Haye, du 18 octobre 1907, et du Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre y annexé,

*Rappelant* les résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme concernant l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, depuis la guerre du 5 juin 1967,

*Réaffirmant* l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève, aux territoires palestiniens occupés, depuis la guerre de juin 1967, y compris Jérusalem-Est,

*Rappelant* les résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur les violations par Israël des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, y compris Jérusalem-Est,

*Rappelant* en particulier la résolution 37/43 de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1982, où celle-ci réaffirme la légitimité de la lutte des peuples sous domination étrangère et sous occupation étrangère pour l'indépendance et l'autodétermination, conformément au droit international,

*Rappelant* la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

*Accueillant avec intérêt* le rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, John Dugard (E/CN.4/2004/6 et Add.1) et le rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler (E/CN.4/2004/10/Add.2),

*Se déclarant profondément préoccupée* par l'absence de coopération du Gouvernement israélien avec la Commission d'enquête sur les droits de l'homme établie en application de sa résolution S-5/1, en date du 19 octobre 2000, et avec les autres rapporteurs spéciaux concernés, en particulier M. Dugard,

*Vivement préoccupée* par la dégradation continue de la situation dans le Territoire palestinien occupé et par les violations flagrantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment les exécutions extrajudiciaires, les bouclages, les châtiments collectifs, la poursuite de l'implantation de colonies, les détentions arbitraires, le siège de villes et villages palestiniens, le bombardement de quartiers résidentiels palestiniens par les avions, les chars et les navires israéliens et les incursions dans les villes et les camps pour y tuer des hommes, des femmes et des enfants innocents – comme cela a été le cas à Djénine, Balata, Khan Younis, Rafah, Ramallah, Gaza, Naplouse, Al-Bireh, Al-Amari, Jabalia, Bethléhem, Dheisheh, dans les quartiers d'Al-Daraj et d'Al-Zaitoun de la ville de Gaza et aussi ces derniers mois à Rafah et dans le quartier d'Al-Shajai'ia de Gaza, de même qu'au cours des derniers massacres perpétrés le 7 mars 2004 par les Israéliens dans les camps de réfugiés d'Al-Nusseirat et d'Al-Burreij au centre de la bande de Gaza,

*Se déclarant vivement préoccupée* par la persistance de l'agression israélienne et les morts et blessés qu'elle fait, principalement parmi les Palestiniens, le nombre de victimes ayant augmenté pour s'établir à présent à plus de 2 800 martyrs et à plus de 25 000 blessés depuis le 28 septembre 2000,

*Prenant acte* des rapports que le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés présente à l'Assemblée générale depuis 1968, le dernier portant la cote A/58/311,

*Se déclarant vivement préoccupée* par le fait qu'Israël refuse toujours de respecter les résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme l'engageant à mettre fin aux violations des droits de l'homme, et confirmant l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève aux territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem-Est,

*Convaincue* que les négociations, de même qu'une paix juste et durable, devraient être fondées sur les résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967) et 338 (1973) ainsi que sur les autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et s'appuyer notamment sur les principes de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre, sur la nécessité, pour chaque État de la région, de pouvoir vivre en sécurité et sur le principe «terre contre paix»,

*Rappelant* toutes ses résolutions antérieures sur la question, la dernière en date étant la résolution 2003/6 du 15 avril 2003,

*Rappelant également* l'inadmissibilité de l'acquisition de la terre d'autrui par la force, qui constitue une règle de *jus cogens* en vertu du droit international,

*Vivement préoccupée* par la construction du mur israélien à l'intérieur du Territoire palestinien occupé, qui vise à exproprier de nouvelles terres palestiniennes par la force, avec toutes les conséquences dramatiques que ce mur aura pour la communauté palestinienne sur les plans social, économique, éducatif, sanitaire et psychologique, et qui anéantit toute possibilité d'aboutir à une paix véritable fondée sur la solution biétatique, consistant en un État palestinien et un État israélien indépendants,

*Affirmant* que la construction de ce mur sur les territoires palestiniens constitue une violation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et entrave l'exercice de ce droit par le peuple palestinien,

*Rappelant* à cet égard la résolution de l'Assemblée générale ES-10/13 du 21 octobre 2003,

*Rappelant aussi* le rapport du Secrétaire général (A/ES-10/248) dans lequel celui-ci conclut qu'Israël ne se conforme pas à la demande de l'Assemblée générale tendant à ce qu'il «arrête la construction du mur dans le Territoire palestinien occupé ... et revienne sur ce projet»,

1. *Réaffirme* que le peuple palestinien a le droit légitime de résister à l'occupation israélienne afin de libérer sa terre et de pouvoir exercer son droit à l'autodétermination, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies;
2. *Condamne fermement* une fois de plus les violations, par les autorités d'occupation israéliennes, des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, depuis 1967;
3. *Condamne fermement également* l'occupation par Israël des territoires palestiniens, car elle constitue une agression et une offense faite à l'humanité ainsi qu'une violation flagrante des droits de l'homme;
4. *Condamne fermement en outre* la guerre déclenchée par l'armée israélienne, en particulier depuis octobre 2000, contre les villes et les camps palestiniens, qui a fait jusqu'à présent des centaines de morts parmi les civils palestiniens, y compris des femmes et des enfants;
5. *Condamne fermement* de nouveau la pratique de «liquidation» ou «d'exécutions extrajudiciaires» menée par l'armée israélienne à l'encontre des Palestiniens – pratique qui non seulement constitue une violation des normes relatives aux droits de l'homme, une violation flagrante de l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'état de droit, mais encore est préjudiciable aux relations entre les parties et représente par conséquent un obstacle à la paix – et demande instamment au Gouvernement israélien de respecter le droit international et de mettre immédiatement fin à ces pratiques;
6. *Condamne fermement une fois encore*, l'implantation de colonies israéliennes et les autres activités connexes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est – comme la construction de nouvelles colonies et l'expansion de celles qui existent déjà, la confiscation de terres, l'administration partielle des ressources en eau et la construction de routes de contournement –, toutes activités qui non seulement enfreignent gravement les droits de l'homme et le droit international humanitaire, en particulier l'article 49 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 (la quatrième Convention de Genève) et le Protocole additionnel I de 1977 s'y rapportant, selon lesquels de telles violations non seulement sont des crimes de guerre, mais encore représentent des obstacles majeurs à la paix, prie instamment le Gouvernement israélien d'appliquer

les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les résolutions de la Commission des droits de l'homme relatives aux colonies israéliennes, et affirme que le démantèlement des colonies israéliennes constitue un facteur essentiel de l'instauration d'une paix juste, globale et durable dans la région;

7. *Condamne une fois encore* l'expropriation d'habitations palestiniennes à Jérusalem, Hébron et dans le reste du Territoire palestinien occupé, l'annulation des cartes d'identité des résidents de Jérusalem-Est et la politique consistant à frapper de taxes arbitraires et exorbitantes les Palestiniens de Jérusalem, qui n'ont pas les moyens de s'acquitter de ces taxes élevées, dans le but de les forcer à quitter leur foyer et leur ville et de judaïser Jérusalem, et demande au Gouvernement israélien de mettre immédiatement fin à ces pratiques;

8. *Condamne une fois encore également* le recours à la torture contre des Palestiniens pendant les interrogatoires, qui constitue une grave violation des principes du droit international humanitaire et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ainsi que de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et demande au Gouvernement israélien de mettre immédiatement fin au recours à de telles pratiques ainsi que de traduire les auteurs de ces violations en justice;

9. *Condamne fermement une fois encore* les offensives de l'armée d'occupation israélienne dirigées contre des hôpitaux et des malades, de même que l'utilisation de citoyens palestiniens comme boucliers humains au cours des incursions israéliennes dans les zones palestiniennes;

10. *Condamne fermement une fois encore également* les pratiques de l'armée d'occupation israélienne consistant à ouvrir le feu sur des ambulances et des membres du personnel paramédical et à empêcher des ambulances et des véhicules du Comité international de la Croix-Rouge de s'approcher des blessés et des morts afin de les transporter à l'hôpital, laissant ainsi les blessés mourir exsangues dans les rues;

11. *Condamne fermement* les massacres de Palestiniens perpétrés par les autorités d'occupation israéliennes, notamment les massacres d'enfants qui ont récemment eu lieu à Naplouse, Gaza, Rafah, Al-Nusseirat et Al-Burreij et qui se poursuivent encore aujourd'hui;

12. *Condamne fermement également* les actes qui consistent à imposer des châtiments collectifs, à assiéger militairement les territoires palestiniens, à isoler les villes et villages palestiniens les uns des autres par des barrages routiers militaires qui servent de piège pour tuer des Palestiniens, à démolir les maisons et à dévaster les terres agricoles, car ces pratiques, ajoutées à d'autres facteurs, encouragent les actes de violence qui se multiplient dans la région depuis plus de trois ans et demi, et demande au Gouvernement israélien de mettre immédiatement fin à ces pratiques, de lever le siège des villes et villages palestiniens et ses barrages routiers militaires, et réaffirme que ces châtiments collectifs sont interdits en vertu du droit international, constituent de graves violations des dispositions de la quatrième Convention de Genève et du Protocole additionnel I s'y rapportant, et aussi qu'il s'agit de crimes de guerre;

13. *Se déclare vivement préoccupée une fois encore* par les restrictions de déplacement imposées à Yasser Arafat, le Président palestinien démocratiquement élu, par les autorités d'occupation israéliennes en violation des articles 9 et 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

14. *Condamne fermement* les arrestations massives de milliers de Palestiniens par les autorités d'occupation israéliennes qui les retiennent sans jugement et sans qu'aucune charge pénale n'ait été retenue contre eux, en violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des dispositions de la quatrième Convention de Genève à cet égard;

15. *Réaffirme* que la démolition par les forces d'occupation israéliennes d'au moins 30 000 maisons, installations et biens immobiliers palestiniens constitue une violation grave des articles 33 et 53 de la quatrième Convention de Genève, et que dévaster des terres agricoles, déraciner des arbres et détruire ce qui subsiste des infrastructures palestiniennes sont une forme de châtiment collectif frappant les Palestiniens, et constitutifs de graves violations des dispositions du droit international humanitaire et de crimes de guerre en vertu du droit international;

16. *Réaffirme* que la quatrième Convention de Genève est applicable aux territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem-Est et considère comme illégale et de nul effet toute modification du statut géographique, démographique et institutionnel de la ville de Jérusalem-Est par rapport à celui qu'elle avait avant la guerre de juin 1967;

17. *Demande une fois encore* à Israël, puissance occupante, de cesser toute forme de violation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et les autres territoires arabes occupés, et de respecter les principes du droit international, du droit international humanitaire, la Déclaration universelle des droits de l'homme, ses propres engagements internationaux et les accords qu'il a signés avec l'Organisation de libération de la Palestine;

18. *Demande une fois encore également* à Israël de se retirer des territoires palestiniens, occupés depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, conformément aux résolutions adoptées à ce sujet par l'Organisation des Nations Unies et par la Commission des droits de l'homme, comme condition fondamentale de l'instauration d'une paix juste, globale et durable au Moyen-Orient;

19. *Condamne fermement* la construction du mur israélien à l'intérieur du Territoire palestinien occupé, en Cisjordanie, car elle constitue un nouveau prétexte d'Israël pour confisquer par la force de nouvelles terres palestiniennes, menace sur les plans social, économique, culturel, éducatif, sanitaire et psychologique la vie de centaines de milliers de Palestiniens et compromet leur unité familiale, empêche les Palestiniens d'avoir accès à leurs ressources naturelles et constitue un obstacle majeur à l'instauration d'une paix juste et durable sur la base de la solution biétatique, consistant en un État palestinien et un État israélien indépendants, seule solution qui garantisse la paix et la stabilité dans la région, empêche enfin également les Palestiniens d'exercer leur droit à l'autodétermination; et demande à Israël de mettre immédiatement fin à la construction dudit mur et de raser ce qu'il a déjà construit de ce mur à l'intérieur des territoires palestiniens occupés depuis 1967;

20. *Prie* le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967 d'enquêter sur les violations par Israël des principes et fondements du droit international, du droit international humanitaire et de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et, dans ses fonctions de surveillance, de suivre l'application de ces recommandations et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa cinquante-neuvième session et à la Commission des droits de l'homme à sa soixante et unième session, jusqu'à expiration de son mandat, tel qu'institué par la Commission dans sa résolution 1993/2 A de 1993;



21. *Demande* aux organes concernés de l'Organisation des Nations Unies d'examiner d'urgence les meilleurs moyens de fournir la protection internationale nécessaire au peuple palestinien jusqu'à la cessation de l'occupation de ses territoires par Israël;

22. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention du Gouvernement israélien et de tous les autres gouvernements, des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales et régionales et des organisations humanitaires internationales, de la diffuser le plus largement possible et de faire rapport à la Commission à sa soixante et unième session sur son application par le Gouvernement israélien;

23. *Prie également* le Secrétaire général de lui faire tenir tous les rapports publiés par l'Organisation des Nations Unies, entre les sessions de la Commission, qui traitent des conditions dans lesquelles vivent, sous l'occupation israélienne, les populations du Territoire palestinien et des autres territoires arabes occupés;

24. *Décide* d'examiner cette question, à titre hautement prioritaire, à sa soixante et unième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

49<sup>e</sup> séance  
15 avril 2004

[Adoptée par 31 voix contre 7, avec 15 abstentions, à la suite d'un vote enregistré.  
Voir chap. VIII.]

## **2004/11. Situation des droits de l'homme à Cuba**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Tenant compte* de sa résolution 2003/13, en date du 17 avril 2003,

*Considérant* que, dans cette résolution, elle avait engagé le Gouvernement cubain à recevoir la Représentante personnelle du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et à mettre à sa disposition tous les moyens nécessaires pour lui permettre de s'acquitter pleinement du mandat défini dans la résolution 2002/18, du 19 avril 2002,

*Consciente* de ce que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales est une obligation qui incombe à tous les États, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies,

1. *Estime* que comme tous les autres États souverains, le Gouvernement cubain, indépendamment des circonstances internationales exceptionnelles qui prévalent et qui ont contraint de nombreux États à intensifier les mesures de sécurité, devrait éviter d'adopter des mesures qui pourraient menacer les droits fondamentaux, la liberté d'expression et le droit à une procédure équitable, et à ce sujet regrette les faits survenus l'année dernière à Cuba où quelques condamnations ont été prononcées contre des dissidents politiques et des journalistes, comme l'a appris la communauté internationale;

2. *Exprime l'espoir* que le Gouvernement cubain continuera de s'attacher à renforcer la liberté religieuse et mettra en place des mesures visant à permettre l'instauration d'un dialogue fructueux avec tous les courants de pensée et groupes politiques organisés de sa société, malgré le contexte international précaire, afin de promouvoir le développement complet des institutions démocratiques et des libertés publiques;

3. *Engage* le Gouvernement cubain à coopérer, dans le cadre du plein exercice de sa souveraineté, avec la Représentante personnelle du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en lui donnant les moyens de s'acquitter de son mandat, comme les autres États souverains doivent le faire conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies;

4. *Décide* d'examiner la question plus amplement à sa soixante et unième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

*50<sup>e</sup> séance  
15 avril 2004*

[Adoptée par 22 voix contre 21, avec 10 abstentions, à la suite d'un vote enregistré.  
Voir chap. IX.]

**2004/12. Situation des droits de l'homme au Turkménistan**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Réaffirmant* que tous les États Membres sont tenus de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels ils sont parties,

*Considérant* que le Turkménistan est partie au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

*Rappelant* la résolution 2003/11 du 16 avril 2003 qu'elle a antérieurement adoptée sur la question et prenant note de la résolution 58/194 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 2003,

*Prenant note* de l'achèvement de la première mission d'évaluation des besoins effectuée au Turkménistan en mars 2004 par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme,

*Notant avec satisfaction* que le Gouvernement turkmène a reçu l'Envoyé personnel du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe auprès des États participants d'Asie centrale et le Haut-Commissaire pour les minorités nationales de cette organisation,

*Réaffirmant* que les efforts visant à améliorer la sécurité et la lutte contre le terrorisme devraient être menés dans le respect total des droits de l'homme et des principes démocratiques,

*Accueillant favorablement* le décret sur la liberté de circulation, du 11 mars 2004, et exprimant l'espoir qu'il s'appliquera aux nombreuses personnes qui – ce qui est à déplorer – n'ont pas pu quitter le pays du fait de la suppression antérieure des visas de sortie, et qu'il sera suivi d'autres mesures positives,

*Prenant note avec satisfaction* de la décision prise le 11 mars 2004 par le Président du Turkménistan de promulguer un décret sur la liberté de religion, en espérant que ses dispositions seront appliquées de façon à permettre l'enregistrement sans entrave de tous les groupes religieux minoritaires,

*Se félicitant* de ce que le Gouvernement turkmène se montre disposé à examiner au cas par cas des questions relatives aux droits de l'homme avec les tiers intéressés et à convenir de l'opportunité d'une poursuite du dialogue et d'une coopération concrète,

1. *Constate avec une vive préoccupation:*

- a) La persistance d'une politique gouvernementale fondée sur la répression de toutes les activités d'opposition politique;
- b) L'utilisation abusive du système juridique par le biais de la détention, de l'emprisonnement et de la surveillance arbitraires de personnes qui essaient d'exercer leur liberté de pensée, d'expression, de réunion et d'association, et le harcèlement de leur famille;
- c) Les restrictions à la liberté d'information et d'expression, notamment par la suppression des médias indépendants;
- d) Les restrictions à l'exercice de la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction, notamment par le harcèlement et la persécution des membres de groupes religieux indépendants et l'emploi discriminatoire de procédures d'enregistrement pour ces groupes;
- e) La discrimination que pratique le Gouvernement turkmène à l'égard des minorités ethniques russe, ouzbèke et autres dans les domaines de l'enseignement et de l'emploi;
- f) La piètre situation régnant dans les prisons au Turkménistan;

2. *Constate avec une vive préoccupation* que le Gouvernement turkmène n'a toujours pas répondu aux critiques formulées par le Rapporteur du Mécanisme de Moscou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe dans son rapport en ce qui concerne les procédures d'enquête, de mise en jugement et de détention à la suite de la tentative d'assassinat dont le Président Niazov aurait fait l'objet en novembre 2002, et que les autorités turkmènes n'ont pas autorisé des organes indépendants compétents, les membres de la famille et des avocats à rendre visite aux personnes déclarées coupables, ni fourni des éléments de preuve visant à dissiper les rumeurs selon lesquelles certaines de ces personnes seraient décédées pendant leur détention;

3. *Engage* le Gouvernement turkmène:

- a) À assurer le plein respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, en particulier la liberté d'expression, de religion, d'association et de réunion, le droit à un procès équitable devant un tribunal indépendant et impartial institué en application de la loi, et la protection des droits des personnes appartenant à des minorités ethniques ou religieuses, ainsi qu'à cesser d'emprisonner les objecteurs de conscience;
- b) À autoriser immédiatement l'accès d'organismes indépendants compétents, notamment le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que d'avocats et de proches aux personnes détenues, en particulier à celles qui ont été placées en détention à la suite des événements du 25 novembre 2002;
- c) À mettre fin aux déplacements forcés et à garantir la liberté de circulation dans le pays;
- d) À s'acquitter de son obligation de faire en sorte que les responsables de violations des droits de l'homme soient traduits en justice;
- e) À lever les nouvelles restrictions aux activités des associations publiques, notamment les organisations non gouvernementales, qui sont énoncées dans la nouvelle loi sur les associations publiques adoptée le 21 octobre 2003 et qui s'accompagnent de nouvelles règles d'enregistrement des organisations religieuses, publiées en janvier 2004, et à permettre aux organisations non gouvernementales, en particulier celles qui œuvrent pour la défense des droits de l'homme, ainsi qu'à d'autres acteurs de la société civile de mener sans entrave leurs activités;
- f) À appliquer intégralement les recommandations formulées par le Rapporteur du Mécanisme de Moscou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe dans son rapport, à travailler de façon constructive avec les diverses institutions de cette organisation et à faciliter de nouvelles visites de l'Envoyé personnel de son Président en exercice auprès des États participants d'Asie centrale et de son Haut-Commissaire pour les minorités nationales;
- g) À poursuivre un dialogue constructif avec la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et son Bureau et à coopérer pleinement avec tous les mécanismes du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme;

h) À présenter des rapports à tous les organes des Nations Unies compétents créés en vertu d'instruments internationaux et à assurer la pleine application des recommandations de ces organes;

4. *Demande instamment* au Gouvernement turkmène de libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers de conscience;

5. *Prie* le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, le Rapporteur spécial sur la question de la torture, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, ainsi que le Groupe de travail sur la détention arbitraire, le Représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays et le Représentant spécial du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme d'envisager de se rendre au Turkménistan dans le cadre de leur programme de visites pour 2004-2005, et engage le Gouvernement turkmène à faciliter de telles visites;

6. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa soixante et unième session.

50<sup>e</sup> séance  
15 avril 2004

[Adoptée par 25 voix contre 11, avec 17 abstentions, à la suite d'un vote enregistré.  
Voir chap. IX.]

**2004/13. Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Guidée* par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments de défense des droits de l'homme,

*Réaffirmant* que tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont le devoir de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées en vertu des divers instruments internationaux,

*Considérant* que la République populaire démocratique de Corée est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à la Convention relative aux droits de l'enfant et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

*Rappelant* sa résolution 2003/10, en date du 16 avril 2003,

*Prenant acte* de la présentation par la République populaire démocratique de Corée de son deuxième rapport périodique concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (E/1990/6/Add.35) et de son deuxième rapport périodique sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC/C/65/Add.24), dans laquelle elle voit le signe d'un engagement plus actif dans l'action internationale de coopération en matière de droits de l'homme, et encourageant la République populaire démocratique de Corée à continuer de soumettre ses rapports dans les délais prévus,

*Prenant note* des observations finales formulées par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels à l'issue de l'examen des rapports de la République populaire démocratique de Corée,

*Se déclarant profondément préoccupée* par la situation humanitaire précaire existant dans le pays, en particulier par la prévalence de la malnutrition infantile qui, malgré les progrès récents, touche toujours un pourcentage important d'enfants et influe sur leur développement physique et mental,

*Réaffirmant* qu'il incombe au Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée de faire en sorte que la population tout entière jouisse pleinement de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales,

*Soulignant* l'importance que revêt la poursuite effective du processus de rapprochement entre les deux Corée, et notant les progrès réalisés dans ce domaine,

*Se félicitant* de ce que la République populaire démocratique de Corée a eu des consultations avec certains pays sur des questions relatives aux droits de l'homme,

*Souhaitant* promouvoir une approche constructive qui conduise à des progrès concrets dans le domaine des droits de l'homme,

1. *Se déclare profondément préoccupée* par les informations qui continuent de lui parvenir faisant état de violations généralisées, massives et graves des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, notamment:

a) La pratique de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, les exécutions publiques, les détentions extrajudiciaires et arbitraires, l'imposition de la peine de mort pour motifs politiques, l'existence d'un grand nombre de camps pénitentiaires et le recours très fréquent au travail forcé, ainsi que le non-respect des droits des personnes privées de liberté;

b) Les sanctions prises contre les citoyens de la République populaire démocratique de Corée qui sont revenus dans leurs pays après avoir vécu à l'étranger, comme le fait de considérer leur départ comme une trahison passible de peines d'internement, de torture, de traitement inhumain ou dégradant ou de la peine capitale, et l'infanticide dans les camps pénitentiaires et les camps de travail;

c) Les restrictions sévères imposées sous de multiples formes à la liberté de pensée, de conscience, de religion, d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association ainsi qu'à l'accès de tous à l'information, et les limitations imposées à quiconque souhaite circuler librement à l'intérieur du pays et se rendre à l'étranger;

d) La violation constante des libertés et droits fondamentaux des femmes, en particulier la traite des femmes à des fins de prostitution ou de mariage forcé, les avortements forcés et les infanticides pratiqués pour des motifs ethniques, en déclenchant artificiellement l'accouchement ou après l'accouchement naturel chez les mères rapatriées, qui se produisent notamment dans les centres de détention de la police et les camps de rééducation par le travail;

2. *Note avec regret* que les autorités de la République populaire démocratique de Corée n'ont pas créé les conditions nécessaires pour permettre à la communauté internationale,



y compris aux organismes des Nations Unies, de vérifier ces informations d'une manière indépendante, et demande au Gouvernement de tenir compte de toute urgence de ces informations et de ces préoccupations dans un esprit ouvert et constructif, notamment:

*a)* En fournissant tous les renseignements requis concernant les questions mentionnées ci-dessus et en levant les restrictions qui empêchent la communauté internationale d'accéder au pays;

*b)* En ratifiant les instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels la République populaire démocratique de Corée n'est pas encore partie, en particulier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et en s'acquittant des obligations qu'elle a contractées en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels elle est partie, c'est-à-dire le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, en particulier s'agissant du droit de chacun de ne pas souffrir de la faim, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi qu'en veillant à ce que toutes les mesures nécessaires soient prises à cette fin;

*c)* En respectant les normes internationalement reconnues en matière de travail et en envisageant à titre prioritaire d'adhérer à l'Organisation internationale du Travail et de ratifier la Convention de 1930 concernant le travail forcé ou obligatoire (Convention n° 29) et la Convention de 1999 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination (Convention n° 182);

*d)* En appliquant les recommandations du Comité des droits de l'enfant, du Comité des droits de l'homme et du Comité des droits économiques, sociaux et culturels;

*e)* En s'abstenant de sanctionner les citoyens de la République populaire démocratique de Corée qui se sont installés dans d'autres pays et en s'abstenant de considérer leur départ comme une trahison passible de peines d'internement, de traitements inhumains ou dégradants ou de la peine capitale, et de faire cesser immédiatement les mauvais traitements et les infanticides dans les camps pénitentiaires et les camps de travail;

f) En coopérant avec les organismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme et en collaborant sans réserve avec les procédures thématiques de la Commission des droits de l'homme en rapport avec la situation de la République populaire démocratique de Corée, en particulier avec le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, le Rapporteur spécial sur la torture, le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, le Groupe de travail sur la détention arbitraire et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, ainsi qu'avec les organisations internationales s'occupant des droits de l'homme et avec les défenseurs des droits de l'homme;

g) En instaurant un dialogue constructif avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Haut-Commissariat;

h) En résolvant d'urgence, d'une manière claire et transparente, toutes les questions non élucidées concernant l'enlèvement d'étrangers;

i) En coopérant avec les gouvernements des pays voisins afin de faire cesser la traite des femmes;

3. *Demande instamment* aux autorités de la République populaire démocratique de Corée de faire en sorte que les organisations humanitaires, notamment les organisations non gouvernementales et les institutions spécialisées des Nations Unies en particulier le Programme alimentaire mondial, aient totalement accès, librement, sans entrave et en toute sécurité à toutes les régions du pays, afin qu'elles puissent veiller à ce que l'aide humanitaire soit apportée impartialement en fonction des besoins, conformément aux principes humanitaires;

4. *Demande* à la communauté internationale de continuer à insister auprès du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée pour que l'assistance humanitaire, en particulier l'aide alimentaire, destinée à la population soit distribuée conformément aux principes humanitaires, pour que les représentants des institutions humanitaires internationales soient autorisés à se déplacer dans l'ensemble du pays afin de surveiller cette distribution, et pour que soit assuré le respect des principes fondamentaux concernant l'asile;

5. *Prie* le Président de la Commission, après consultation avec le Bureau, de nommer une personnalité de renom international compétente dans le domaine des droits de l'homme en qualité de rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans la République populaire démocratique de Corée;

6. *Demande* au Rapporteur spécial d'établir des contacts directs avec le Gouvernement et la population de la République populaire démocratique de Corée, notamment en effectuant des visites dans le pays, et d'enquêter et de faire rapport sur la situation des droits de l'homme dans la République populaire démocratique de Corée et sur la façon dont le Gouvernement s'acquitte de ses obligations en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

7. *Prie également* le Rapporteur spécial, dans l'exercice de son mandat, de rechercher et de recueillir des renseignements fiables et dignes de foi, notamment en se rendant dans le pays, auprès de toute partie qui peut avoir une connaissance de ces questions, gouvernements, organisations non gouvernementales, particuliers et autres;

8. *Demande* au Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée d'apporter sa coopération pleine et entière au Rapporteur spécial et de l'aider à s'acquitter de son mandat et, à cette fin, de prendre toutes les mesures nécessaires pour lui permettre de rencontrer librement et sans réserve toute personne avec laquelle il pourra souhaiter s'entretenir;

9. *Prie* le Secrétaire général de donner au Rapporteur spécial toute l'assistance dont il aura besoin pour s'acquitter de son mandat;

10. *Prie* le Rapporteur spécial de rendre compte de ses conclusions et recommandations à l'Assemblée générale à sa cinquante-neuvième session et à la Commission des droits de l'homme à sa soixante et unième session;

11. *Prie* tous les rapporteurs et représentants spéciaux compétents dans ces domaines d'examiner les allégations de violation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée et de faire rapport à ce sujet à la Commission à sa soixante et unième session, et prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux rapporteurs et représentants spéciaux de s'acquitter intégralement de leur mandat, notamment en se rendant dans le pays;

12. *Demande* au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'engager un dialogue approfondi avec les autorités de la République populaire démocratique de Corée en vue de mettre en place des programmes de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme et de soumettre ses conclusions et recommandations à la Commission à sa soixante et unième session;

13. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question, à titre hautement prioritaire, à sa soixante et unième session, au titre du même point de l'ordre du jour;

14. *Recommande* au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision ci-après:

«Le Conseil économique et social, prenant acte de la résolution 2004/13 de la Commission des droits de l'homme, en date du 15 avril 2004, approuve la demande adressée au Président de la Commission tendant à désigner, après consultation avec le Bureau, en qualité de Rapporteur spécial chargé d'examiner la situation des droits de l'homme dans la République populaire démocratique de Corée une personnalité de renom international compétente dans le domaine des droits de l'homme, afin d'établir des contacts directs avec le Gouvernement et avec la population, notamment en effectuant des visites dans le pays, et d'enquêter et de faire rapport sur la situation des droits de l'homme dans la République populaire démocratique de Corée et sur la façon dont le Gouvernement s'acquitte de ses obligations en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et de rechercher et de recueillir des renseignements fiables et dignes de foi auprès de tous les acteurs. Le Conseil économique et social approuve également la demande faite au Secrétaire général d'apporter au Rapporteur spécial toute l'assistance dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat.».

*50<sup>e</sup> séance  
15 avril 2004*

[Adoptée par 29 voix contre 8, avec 16 abstentions, à la suite d'un vote enregistré.  
Voir chap. IX.]

**2004/14. Situation des droits de l'homme au Bélarus**

*La Commission des droits de l'homme,*

*S'inspirant* des buts et principes de la Charte des Nations Unies, des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme,

*Réaffirmant* que tous les États sont tenus de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter des obligations internationales qu'ils ont librement contractées,

*Considérant* que le Bélarus est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Protocole facultatif s'y rapportant, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à la Convention relative aux droits de l'enfant,

*Rappelant* sa résolution 2003/14 du 17 avril 2003,

*Se félicitant* de l'accord de principe donné par le Gouvernement bélarussien à la visite du Groupe de travail sur la détention arbitraire,

*Prenant en considération* les demandes adressées au Gouvernement bélarussien par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires au sujet de la disparition de l'ancien Ministre de l'intérieur, M. Yury Zakharenko,

*Notant* la décision prise par l'organe directeur de l'Organisation internationale du Travail de créer une commission d'enquête, les conclusions et les recommandations du Comité contre la torture relatives au troisième périodique du Bélarus, qui figurent dans le rapport du Comité sur ses vingt-cinquième et vingt-sixième sessions (A/56/44), ainsi que les recommandations du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, figurant dans son rapport sur la mission au Bélarus (E/CN.4/2001/65/Add.1), et notant aussi que le Gouvernement bélarussien n'a pas accompli de progrès en vue de remédier aux lacunes constatées,

1. *Se déclare vivement préoccupée:*

a) Par les informations provenant de sources crédibles, y compris les déclarations d'anciens enquêteurs et hauts responsables de l'application des lois du Gouvernement biélorussien et le rapport du Conseil de l'Europe approuvé le 26 janvier 2004 par le Comité des affaires juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire dudit Conseil, selon lesquelles de hauts fonctionnaires biélorussiens seraient impliqués dans la disparition forcée ou l'exécution sommaire de trois opposants politiques et d'un journaliste;

b) Par le processus électoral et son cadre législatif au Bélarus, qui demeurent foncièrement déficients, comme l'ont montré les élections locales tenues en mars 2003, et ce, en dépit des recommandations détaillées faites par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe après des élections antérieures;

c) Par les informations signalant des arrestations et des détentions arbitraires;

d) Par la persistance d'informations faisant état d'actes de harcèlement contre des organisations non gouvernementales, des organisations de minorités nationales, des organes d'information indépendants, des partis politiques d'opposition et des syndicats indépendants, ainsi que de leur suppression, et d'actes de harcèlement contre des particuliers menant des activités démocratiques, y compris des représentants de médias indépendants;

e) Par les informations concernant l'accroissement des restrictions imposées aux activités d'organisations religieuses;

f) Par les informations faisant état d'actes de harcèlement contre des établissements d'enseignement indépendants à vocation internationale, comme l'Université européenne des sciences sociales et le Yakub Kolas Humanities Lyceum;

g) Par le fait que le Gouvernement biélorussien ne coopère pas pleinement avec tous les mécanismes de la Commission des droits de l'homme, contrairement à ce que celle-ci lui a demandé dans sa résolution 2003/14;

h) Par les poursuites pénales engagées contre une figure de l'opposition;

2. *Prie instamment* le Gouvernement biélorussien:

- a) De révoquer ou de suspendre les agents de la force publique et les fonctionnaires impliqués dans des cas de disparition forcée ou d'exécution sommaire, dans l'attente d'une enquête impartiale, crédible et approfondie sur ces cas;
- b) De veiller à ce que toutes les mesures nécessaires soient prises pour que tous les cas de disparition forcée, d'exécution sommaire et de torture fassent l'objet d'une enquête approfondie et impartiale, pour que leurs auteurs soient déférés devant un tribunal indépendant et, s'ils sont reconnus coupables, pour qu'ils soient punis d'une manière conforme aux obligations internationales du Bélarus en matière de droits de l'homme;
- c) D'aligner le processus électoral et son cadre législatif sur les normes internationales et de faciliter la participation du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, aux prochaines élections;
- d) De faire en sorte que le comportement de ses forces de police et de sécurité soit conforme aux obligations qui lui incombent en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que d'autres normes internationales pertinentes;
- e) D'instaurer l'indépendance du pouvoir judiciaire et de mettre fin à l'impunité d'individus responsables d'assassinats ou de préjudices corporels;
- f) De libérer les scientifiques et les autres personnes détenues pour des motifs politiques; de cesser de harceler les organisations non gouvernementales, les partis politiques, les syndicats, les médias indépendants et les personnes qui militent en faveur de la démocratie et des droits de l'homme; de réviser la législation et les pratiques nationales concernant l'enregistrement obligatoire des organisations non gouvernementales; de mettre la loi relative à la religion en conformité avec ses obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme et de ne pas appliquer cette loi tant qu'elle n'aura pas été modifiée de la sorte;
- g) De coopérer pleinement avec le bureau de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de respecter le mandat approuvé par consensus par les États membres de cette organisation;

*h)* De mettre à profit les compétences de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de l'Europe pour veiller à ce que le projet de loi sur les médias soit conforme aux normes internationales et à ce qu'il ne limite pas davantage, directement ou indirectement, la publication ou la diffusion de la presse indépendante au Bélarus;

3. *Prie instamment* le Gouvernement biélorussien de coopérer pleinement avec le Groupe de travail sur la détention arbitraire, et en particulier de faciliter sa visite en septembre 2004;

4. *Prie avec insistance* le Gouvernement biélorussien de coopérer pleinement avec tous les mécanismes de la Commission, notamment en invitant à se rendre au Bélarus le Rapporteur spécial sur la question de la torture, la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression et la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme, ainsi que le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, ainsi qu'en demandant une assistance technique;

5. *Décide* de désigner un rapporteur spécial, en utilisant les ressources existantes, qui sera chargé d'établir des contacts directs avec le Gouvernement et la population du Bélarus pour étudier la situation des droits de l'homme dans ce pays et suivre les éventuels progrès accomplis en vue de l'établissement d'un programme d'éducation dans le domaine des droits de l'homme – destiné à tous les secteurs de la société, et tout particulièrement aux agents de la force publique, aux magistrats, aux fonctionnaires de l'administration pénitentiaire et à la société civile – et de lui faire rapport sur la question à sa soixante et unième session;

6. *Décide* d'examiner cette question à sa soixante et unième session au titre du même point de l'ordre du jour.

50<sup>e</sup> séance  
15 avril 2004

[Adoptée par 23 voix contre 13, avec 17 abstentions, à la suite d'un vote enregistré.  
Voir chap. IX.]



**2004/15. Coopération avec les représentants d'organes de défense des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Se déclarant de nouveau préoccupée* par la persistance des cas signalés d'intimidation et de représailles contre des particuliers et des groupes qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et les représentants de ses organes de défense des droits de l'homme,

*Profondément préoccupée* par le fait que la gravité de ces cas signalés de représailles s'est accentuée et que les victimes souffrent de violations de leurs droits les plus fondamentaux, y compris le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de leur personne, ainsi que le droit de ne pas être soumis à la torture ni à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants,

*Préoccupée également* par les informations faisant état d'incidents au cours desquels des particuliers auraient été empêchés d'avoir recours aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

*Rappelant* sa résolution 2003/9 du 16 avril 2003 et prenant acte avec intérêt du rapport du Secrétaire général sur cette question (E/CN.4/2004/29),

1. *Demande instamment* aux gouvernements de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles contre:

a) Ceux qui cherchent à coopérer ou ont coopéré avec des représentants d'organes de défense des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, ou leur ont apporté des témoignages ou des renseignements;

b) Ceux qui recourent ou ont recouru aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et tous ceux qui leur ont fourni une assistance juridique à cette fin;

c) Ceux qui soumettent ou ont soumis des communications en vertu de procédures établies conformément à des instruments relatifs aux droits de l'homme;

d) Les proches de victimes de violations des droits de l'homme;

2. *Condamne* tous les actes d'intimidation ou de représailles de la part de gouvernements contre des particuliers et des groupes qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et des représentants d'organes de défense des droits de l'homme;

3. *Prie* tous les représentants d'organes de défense des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les organes créés en vertu d'instruments internationaux pour surveiller le respect des droits de l'homme, de continuer à prendre d'urgence des mesures, conformément à leur mandat, pour contribuer à empêcher que de tels actes d'intimidation ou de représailles ne se produisent et que le recours aux procédures mises en place par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme ne soit entravé de quelque manière que ce soit;

4. *Prie également* ces représentants et les organes créés en vertu d'instruments internationaux de continuer de faire état, dans leurs rapports respectifs à la Commission des droits de l'homme, à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme ou à l'Assemblée générale, des allégations concernant des actes d'intimidation ou de représailles et des actes visant à entraver le recours aux procédures mises en place par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que de rendre compte des mesures prises par eux à cet égard;

5. *Prie* le Secrétaire général d'appeler l'attention de ces représentants et des organes créés en vertu d'instruments internationaux sur la présente résolution;

6. *Invite* le Secrétaire général à lui présenter, à sa soixante et unième session, un rapport contenant une compilation et une analyse de tous renseignements disponibles, émanant de toutes sources appropriées, sur les représailles dont auraient été victimes les personnes visées au paragraphe 1 ci-dessus;

7. *Décide* d'examiner de nouveau la question à sa soixante et unième session.

50<sup>e</sup> séance  
15 avril 2004

[Adoptée sans vote. Voir chap. IX.]

-----